

# La Presse

1. La Presse. 1836-08-04.

**1/** Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

**2/** Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

**3/** Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

**4/** Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

**5/** Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

**6/** L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

**7/** Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [utilisation.commerciale@bnf.fr](mailto:utilisation.commerciale@bnf.fr).



4 AOUT

1836

Les abonnements datent des  
1 et 15 de chaque mois.

LA

PRESSIE

JEUDI

N° 30

Le prix des annonces est fixé à  
1 fr. 50 c. la ligne.

PARIS, RUE SAINT-GEORGES, N. 16.

## ÉTRANGER.

### ALLEMAGNE.

**FRANCFORT, 30 juillet.** — La diète germanique s'occupe en ce moment des affaires du Luxembourg, et il y a de justes raisons d'espérer que le résultat de la délibération satisfait les amis de la paix européenne. Le roi de Hollande, effrayé de la résistance croissante des états-généraux à un système politique qui n'a pour base que les intérêts de la dynastie; ému d'ailleurs par la tournure fâcheuse que prennent les affaires dans les colonies d'Asie, commence à céder à la nécessité. S. M. est maintenant disposée à indemniser la diète germanique de la perte de la partie wallonne du grand-duché de Luxembourg; par suite de l'incorporation de cette partie à la portion du Limbourg que le traité des vingt-quatre articles lui a restituée, les agnats de la maison d'Orange, et notamment le prince de Nassau, ont consenti à la cession et à l'indemnité. Ce point était le plus important pour la diète, qui est disposée à adhérer au traité de Londres. Ainsi la Prusse et l'Autriche ratifieraient le traité, et le roi Léopold serait reconnu par tous les états de la Confédération germanique.

### AUTRICHE.

**VIENNE, 25 juillet.** — La correspondance de cette ville représente la situation d'une grande partie de la classe industrielle sous des couleurs fort sombres. Les fabricants de Vienne succombent presque sous la rigueur oppressive des circonstances. Tout leur débet se borne en grande partie aux provinces, encore ne peuvent-ils vendre qu'à fort bas prix et le plus souvent à crédit. Beaucoup de fabricants qui entretenaient précédemment vingt à vingt-trois métiers et plus encore renvoient la majeure partie de leurs ouvriers, et ceux que l'on garde ne sont occupés que pendant quelques jours de la semaine et à des heures régulières. La pénurie d'argent qu'on ressent généralement est peut-être une des causes principales de ce malaise momentané. Le choléra, qui a fait périr des familles entières dans différents faubourgs, n'est pas non plus étranger à cette décadence des affaires. Il n'est pas un seul magasin à Vienne où l'on ne se plaigne de la mauvaise vente. La pénurie qui existe sur cette place peut aussi avoir été occasionnée par l'exportation de sommes considérables, plusieurs places étrangères ayant tiré des fonds de Vienne. La banque nationale elle-même n'a plus en ce moment aucune monnaie étrangère, ayant cours ou non, en disponibilité. Les opinions du monde commerçant sont partagées à ce sujet. Les uns prétendent que tout l'argent s'écoule en Espagne, les autres pensent que les caisses du gouvernement gardent les espèces, afin de pouvoir se présenter avec une quantité suffisante d'argent comptant quand il s'agira de réduire les obligations métalliques 5 p. 100.

### ESPAGNE.

**MADRID.** — Il vient d'être publié en Angleterre des documents relatifs à la guerre d'Espagne, qui jettent un grand jour sur l'état de la question. On remarque, entre autres pièces, une adresse présentée à la reine régente par la municipalité de Santander. Tout en faisant le plus bel éloge de la bravoure des troupes, les auteurs de l'adresse attestent l'incapacité des chefs.

— Des lettres de Saint-Sébastien, du 24 juillet, annoncent que le brigadier-général Reid ayant été rappelé retournera en Angleterre au mois d'août, avec plusieurs autres officiers. Le général Evans est gravement attaqué de dysenterie, et l'on disait même que le 25 il avait expédié un courrier à Madrid pour offrir sa démission. Dans le cas d'un refus, il irait en Angleterre passer quelques mois. La légion resterait alors sous les ordres du brigadier-général Chichester.

— La colonne de Pampelune est à Lerin. Devant cette place les carlistes comptent seize bataillons.

On assure qu'une partie des équipages et plusieurs chevaux de prix, appartenant à l'infant don François de Paule, qui allait à Valence prendre des bains de mer, ont été pris près du canal d'Almaguer.

Les diverses expéditions de la Galice et de l'Aragon paraissent avoir déconcerté tous les plans de Cordova, qui semble vouloir aujourd'hui se retirer derrière la ligne de l'Ebre.

On assure que le château de Murviédo a été pris par Serrador.

**BAYONNE, 30 juillet.** — Le général Villard est sorti le 28 devant Vittoria, avec 12 bataillons, de la cavalerie et une forte artillerie. La ville a été sommée de se rendre; on a parlementé, et dans la soirée du 28 il a été convenu et arrêté que si, jusqu'au lendemain 29, à midi, la garnison n'était pas secourue par les forces que le général Cordova avait à sa disposition, la place serait immédiatement remise aux troupes carlistes par capitulation.

Diverses correspondances s'accordent à dire que les chrétiens ont depuis quelque temps à peu près abandonné Vittoria. La grosse artillerie, l'hôpital, toutes les munitions de guerre, les farines même ont été enlevées.

Lenna-Cerrada a, dit-on, été également délaissée, et Villard a mis en réquisition, pour assurer la reddition de ces places, toute la grosse artillerie dans le château de Guebarra.

## MOYEN AGE.

### SCIENCES OCCULTES, BLASON, ARCHITECTURES.

(Deuxième article.)

Nous avons dit que l'architecture, le blason et la langue occulte contenaient toute l'histoire du moyen âge. Pour ne pas soulever autour de nous trop de défiance et de doute, nous allons entourer notre idée de quelques développements.

Au sortir de leurs forêts les Germains avaient été saisis par l'action chrétienne. Debout sur les ruines de tout un monde, le prêtre fit l'éducation de ces enfants vieillies dans l'ignorance. La piété s'éveilla tout d'abord au fond de ces cœurs vierges, et l'architecture, qui était la langue religieuse du temps, fut formée avant toutes les autres. Il fallait d'ailleurs à des hommes ignorants, impressionnables, grossiers, un idiomme visible et majestueux. Le verbe de pierre fut le meilleur conducteur de l'idée, d'autant qu'il parlait aux yeux d'une façon imposante, sonore, imprévue. Observons encore que dans ces siècles de bruit et de mouvement, le catholicisme n'avait ses mystères qu'aux initiés. Entouré d'ignorance, de guerre, de force armée, il oppose à un monde toujours ambiant et agité le silence, les jardins, les vastes cours et les gros murs du cloître. L'église elle-même semble vouloir rentrer sous terre. Comme les hiboux, les chauves-souris, les araignées de pierre abattus sur ses gros piliers bas, elle a peur du grand jour et du soleil. Le regard se risque avec une sainte terreur dans ces allées perdues, ces cryptes ténébreuses, ces forêts de colonnes, ces escaliers sans fond qui s'ouvrent, à tout instant, noirs et fumants sous vos pieds comme des gueules de dragons. Il en est de même du culte. Avant le douzième siècle ce ne sont que processions aux flambeaux, qu'offices et prières de nuit, que chants entrecoupés de silence, que voix lentes et sourdes perdues dans les voûtes sombres; enfin, édifice, culte, religion, tout s'enfonce dans le mystère et l'obscurité. Au douzième siècle l'édifice ainsi enterré sort à la voix du progrès. On dirait un vaisseau échoué et caché sous la bourbe qui remonte peu à peu à mesure que lui reviennent les grandes eaux de l'intelligence.

Le sombre, le grave, le mystérieux étaient presque inconnus des anciens: le moyen âge en tire ses plus beaux effets. Les forêts étaient alors peuplées d'anachorètes qui allaient demander aux brises des lacs, aux harmonies sauvages des rochers, aux silences des vallées, aux ombres des hautes futaies, un repos que le monde et les grandes villes leur avaient refusé. L'architecture transporta ces solitudes dans ses églises. Elle prit aux lacs leur rêverie, aux rochers leur grandeur, aux forêts leurs ramages, aux grottes leurs ténèbres, aux halliers leur végétation riche et touffue, aux horizons leur fantaisie, aux couchers de soleil leurs mille couleurs, aux orages leur grande voix; puis elle fondit tout cela dans un édifice géant qui retenait les rayons du jour dans sa rosace comme dans un œil toujours ouvert; qui gazouillait mieux que les oiseaux à travers les mille

Plusieurs documents très importants, émanés du général Cordova, viennent d'être interceptés; on cite surtout une dépêche au général Bernelle, où il est dit que, par suite des pertes essuyées depuis un mois, soit dans les actions, soit par la désertion, soit enfin par les fatigues, qui ont rempli les hôpitaux, les forces chrétiennes se trouvent diminuées de moitié.

Le général en chef recommande en conséquence au général Bernelle d'agir avec la plus grande circonspection, et de manière à éviter tout engagement sérieux, qui, dans la situation actuelle des choses, pourrait tout compromettre sans retour.

### GRANDE-BRETAGNE.

**RÉFORME PARLEMENTAIRE.** — Joseph et Lucien Bonaparte ont été invités, et ces deux frères doivent assister à la grande réunion de Mary-la-Bone en l'honneur de la réforme. On verra dans cette réunion un grand nombre de membres réformistes du parlement, lord Dudley Stuart, quelques Polonais de distinction, les attachés à l'ambassade mexicaine, et plusieurs rédacteurs de la presse libérale de France. Les illuminations seront brillantes: plus de 50,000 verres de couleur. Deux mille personnes pourront être admises à cette fête. Les toriers appelleront sans doute cette fête une réaction; ils étaient au plus 94 dans leur dernière assemblée.

— D'après le *Standard*, le bruit se répandait à Londres que les puissances du Nord songent à rétablir don Miguel.

### MEXIQUE.

Des nouvelles de Tampico annoncent que toute communication a été défendue entre les vaisseaux et le rivage; la même défense s'étend à tous les ports mexicains. A la nouvelle de la prise de Santa-Anna, les pavillons des vaisseaux dans le port et ceux des fortifications ont été hissés à demi-mât. On fait de grands préparatifs pour réunir des forces considérables et marcher contre le Texas. Chaque département a son contingent de troupes à fournir. Le rendez-vous général est à Matamoras. Le gouvernement a résolu qu'aucun acte ou concession de Santa-Anna, durant sa captivité, ne serait obligatoire pour l'état.

### PORTUGAL.

**LISBONNE, 17 juillet.** — La reine et le prince jouissaient d'une santé parfaite, et le gouvernement ne redoutait rien de sérieux pour la tranquillité publique, malgré les intrigues secrètes des miguélistes. Nous regrettons d'annoncer que plusieurs bâtiments appartenant à des négociants de Lisbonne sont soupçonnés d'avoir un fort intérêt dans la traite des nègres. (Sunt.)

**LE CHOLÉRA** s'est montré à Parme. La crainte seule a déjà inoculé en quelque sorte cette terrible maladie à une foule d'habitants qui ont péri victimes de leur terreur.

— On écrit de Berlin, le 22 juillet :

« Tous les symptômes qui, il y a quatre ans, annoncèrent l'apparition du choléra, se reproduisent aujourd'hui et nous font craindre une nouvelle invasion de ce fléau. Toutes les pharmacies ont reçu ordre d'être fournies abondamment des médicaments nécessaires. L'aspect de notre capitale est désert; le départ des grands seigneurs et de la cour ne donne plus à notre ville l'apparence ordinaire d'une résidence royale. On conçoit que toutes les industries doivent souffrir de cette absence.

**TRIESTE, 21 juillet.** — Depuis dix à douze jours, le choléra a reparu ici; mais il n'a encore sévi que dans nos rues les plus malsaines et n'a jamais enlevé par jour plus de 5 ou 6 personnes. On est parvenu à en sauver plusieurs en prêtant plus d'attention aux symptômes de la maladie. En somme, nous devons nous estimer heureux comparativement aux autres villes de notre voisinage.

## FRANCE.

PARIS, 3 AOUT.

Il est impossible de ne pas remarquer la coïncidence qui existe ce matin entre une ordonnance que publie le *Moniteur* et un article du *Journal des Débats*.

L'ordonnance est relative à M. Bugeaud, qui, du grade de maréchal-de-camp, passe, hors tour, au grade de lieutenant-général. L'article des *Débats* vient tout exprès pour soutenir cette nomination et en faire voir, s'il se peut, à tous les yeux, la convenance, la justice et l'opportunité.

Cette apologie et cet empressement à la faire iront-ils à leur but? qu'il nous soit permis d'en douter. Ils vont éveiller l'attention et exciter les contempteurs. Si l'on croyait la mesure parfaite, opportune, on ne prendrait pas les devants pour la louer,

c'est-à-dire pour la défendre, et on laisserait à l'opinion le soin de l'apprécier librement et sans contrainte. Mais on doute apparemment de son effet, puisqu'on l'accompagne d'un commentaire, et ce sont les efforts mêmes que prématurément on fait pour justifier cette promotion toute spéciale, qui donnent à penser qu'on a de l'inquiétude sur l'accueil qu'elle va recevoir dans l'armée, dans la presse et dans le public.

Quand M. Bugeaud quitta Paris, on s'écria aussitôt de toutes parts: « C'est qu'on veut motiver les épaulettes de lieutenant-général qu'on lui a promises. » Pour cela il fallait une bataille, et la bataille a été livrée, car c'est le nom que, sans hyperbole, on s'accorde volontiers à donner à la rencontre de Sickack.

Abd-el-Kader y était de sa personne avec la plus grande partie de ses troupes; il n'a pas été tué, mais blessé, et de plus il a été battu. Il n'est pas découragé puisqu'il va punir les tribus indifférentes qui l'ont, sinon trahi, du moins mal secondé; mais le rapport officiel assure qu'il faudra du temps à l'émir pour se remettre en ligne, et voilà qu'en attendant M. le lieutenant-général Bugeaud revient à Paris pour jouir des honneurs du triomphe.

Tout, en cette affaire, a donc marché comme on l'avait prévu et prédit.

Au moment où M. le général Bugeaud rentre en France, nous apprenons que M. le maréchal Clausel va partir pour Alger. Ils ne pouvaient être tous deux ensemble sur le même terrain, et toutes les concessions, de part et d'autre, ont été faites pour accomplir tous les vœux et concilier tous ces hauts intérêts.

Les contribuables, qui paient toutes ces entreprises, feront peut-être une réflexion, c'est que si M. Bugeaud battait l'ennemi et affermissait la conquête: ce n'était pas le cas de le rappeler et de lui ôter le commandement.

Toutefois, reconnaissons que si le combat de la Sickack n'est pas une victoire qui motive une si prompte récompense isolément accordée, le fait cependant de la prise d'un certain nombre de prisonniers est appelé à exercer une assez grande influence morale sur les Arabes, qui désormais cesseront sans doute de croire qu'il en est fait de leur tête dès que la chance des armes les a trahis et nous les a livrés: nul doute qu'à l'avenir ils ne renoncent, dans cette crainte chimérique, à se tuer ou à se mutiler volontairement.

La défaite d'Abd-el-Kader est également de nature à lui faire perdre une grande partie du prestige que donnaient à cet émir le titre de marabout et la double réputation qu'il s'était faite d'invincible et d'invulnérable.

Mais, encore une fois, dans l'intérêt même du vainqueur de la Sickack, c'est une maladresse ministérielle de n'avoir pas attendu, pour le comprendre le premier sur la liste des récompenses, que le jour fût venu de faire droit, par un travail général, aux demandes que le général Bugeaud a lui-même adressées en faveur des braves militaires qui se sont distingués au combat de Sickack.

## ACTES DU GOUVERNEMENT.

Par une ordonnance royale du 2 août, insérée au *Moniteur* d'hier, M. le maréchal de camp Bugeaud est promu au grade de lieutenant-général.

— Une ordonnance royale du 14 juillet, insérée au *Bulletin des Lois*, porte que les fonctions judiciaires, attribuées par la loi du 28 mai 1836 aux consuls français dans les Echelles du Levant et de Barbarie, seront remplies à Constantinople par le premier secrétaire d'ambassade, et en cas d'absence ou d'empêchement, par l'officier ou toute autre personne appelée à le remplacer, suppléer ou représenter.

— Une autre ordonnance du 12 juillet porte qu'une exception d'âge pourra être accordée aux candidats aux bourses communales, âgés de plus de 12 ans, qui n'auraient pas constamment suivi, depuis leur douzième année, les cours

nyaux de l'orgue, qui soufflait la tempête de ses poumons de cuivre; qui secouait sur la ville ses ombres, ses mélancolies, ses gaités, ses éblouissements, ses terreurs.

Nous en dirons autant des vieux châteaux. Voulez-vous savoir ce qu'était une demeure féodale au onzième siècle? écoutez Suger: « Le rivage escarpé du grand fleuve de Seine forme en cet endroit comme un promontoire. C'est là que surplombe ce sinistre et immobile château-fort, qu'on nomme le Rocher-de-Guidon, invisible à la surface, encaissé à vif dans le roc, étendu au versant de la montagne en une vaste et souterraine demeure, percé de rares et étroites ouvertures; autre fatidique sans doute où fument encore les oracles de Pythius et par où l'on descend chez les Mânes. » Ainsi voilà ce qu'était sous Louis-le-Gros un castel de haut baron, c'est-à-dire une caverne, une bouche d'enfer, toujours noire et béante, qui soufflait sur le monde la guerre, la servitude et le carnage; une tanière où ces lions féodaux rentraient tout sanglants avec du butin et des rugissements de joie. Que se passait-il dans ces noirs séjours? les ténèbres, les rochers seuls le savent. Tantôt c'était, comme au château de Guidon, un frère qui crevait les yeux de son frère; tantôt un Guillaume de Raz qui immolait des enfants au démon du grand œuvre; tantôt des orgies sans nom qui hurlaient étouffées sous ces voûtes. Rien ne sortait jamais au dehors, ni un cri, ni un soupir, ni un regard, tant ces hommes avaient mis de remparts, de gros murs, de ténèbres, de toute-puissance, entre leur vie et la société. Ombre et solitude, voilà tout le moyen-âge. Depuis le haron qui s'isolait dans le erime, jusqu'au reclus qui cherchait à s'abstraire dans le repentir, il y avait autant de sociétés que d'hommes. Le travail de la civilisation sera de ramener ces millions de sociétés à la lumière, et de les fonder toutes dans l'état.

Les juifs avaient aussi des cryptes inconnus et sombres, où chaque année ils égorgeaient un chrétien en haine et en mépris de notre culte. Je laisse les idées cachées sous ces faits et n'en extrais qu'une peinture du onzième siècle: « Voyez-vous ces êtres à l'œil étincelant et farouche, avec des mots magiques sur les lèvres, rassemblés à la lueur d'une torche, dans un lieu bas et ténébreux autour d'un homme qu'ils vont immoler? Sabbats étranges, où l'on croit entendre dans l'ombre le rire des démons qui s'apprennent à boire du sang chrétien! Au dessus de l'homme qui va mourir il y a vie, lumière, foule, mouvement; il y a un pouvoir et des archers; il y a une police: mais ses sanglots n'arriveront pas jusque-là; mais ses cris se briseront contre cette voûte sourde et immobile! » Je me figure la société d'alors dans une pyramide qui rayonne par la tête, mais qui, enterrée jusqu'à mi-corps, enfonce sa base dans l'ombre, le silence, l'arcane; elle descend ainsi d'étage en étage vers un fond toujours plus ténébreux et froid; à chaque pas qu'on risque dans ces galeries humides, il semble qu'on s'avance dans la mort. Jugez maintenant quel rôle devait jouer l'élément occulte au fond de ces siècles de nuit et de mystère qui dorment entassés sous le plein cintre.

Au douzième siècle, l'édifice subit une révolution soudaine; l'ogive va triompher du cintre. Il faudrait des volumes pour rendre raison de ce fait immense: nous n'en dirons qu'un mot. L'homme se réfléchit sur toutes ses œuvres; comme Dieu, il crée à son image. S'il bâtit, il laisse son empreinte et en quelque sorte son fossile dans la pierre. Or, c'est une vérité désormais acquise à la science que le front croît en hauteur et en largeur à mesure que les peuples avancent en âge; en sorte que le progrès, cette grande loi écrite dans les mœurs, les livres, les monuments, l'est aussi sur l'ossification du crâne. Preuve nouvelle que c'est l'idée qui commande la forme; preuve non moins invincible que le progrès est un fait nécessaire, et je dirais presque naturel, qui se transmet de siècle en siècle comme un héritage inaliénable. Il est encore reconnu que le front bombé, ou pour mieux dire le front ogive, nous représente la forme la plus avancée. Partons de là. Aux premiers siècles de la monarchie française, voyez-vous ces fronts déprimés, aplatis, *cintres*? voilà le moule architectural du temps. Les gros piliers saxons, lombards, romans ou bizantins surmontés du plein-cintre, c'est le barbare fort, massif, trappu avec sa tête basse et écrasée. Au douzième siècle, l'esprit humain a fait un grand pas; les croisades ont développé toutes les races du Nord. Ce progrès se traduit sur le front et sur l'édifice. La pensée repousse la voûte du crâne; le crâne repousse le plein-cintre qui cédait tous deux et qui s'élevait en ogive. Voilà le second âge de l'architecture. Cette ogive est encore basse, timide, très voisine du cintre; mais de siècle en siècle elle s'élève avec le front, mais elle ira s'élançant toujours vers le ciel comme lui vers l'idée.

Les monuments ont, à dater de ce jour, plus d'air, de soleil, de fantaisie. L'église n'enfonce plus sous terre ses cryptes, ses galeries sombres, secrètes, mystérieuses, pavées de tombeaux. L'idée religieuse, jusque là concentrée dans le silence et l'initiation du cloître, jaillit tout à coup libre, joyeuse, ailée, fleurie de trèfles et de chapiteaux, toute coquette, toute sonore, toute brodée à jour. De toutes parts la ligne courbe se redresse et s'élance comme ces jeunes arbres long-temps comprimés qui reprennent leur essor, ou comme un peuple dont le dos plié sous le jong se relève peu à peu. Les châteaux assis sur des prisons profondes, plongés eux-mêmes jusqu'à la ceinture dans l'ombre et l'humidité, entourés et en quelque sorte masqués de gros murs, de forêts, de hautes montagnes, sortent de terre et s'épanouissent avec leurs jardins et leurs halliers comme de larges fleurs à un soleil d'été. Enfin, la cabale qui jusque-là travaillait dans les caves, à la lueur d'une lampe, sous la crainte, le silence et la censure, monte au grand jour et au grand air. Tout castel a désormais son colombier et son belvédère d'astrologue, tous les châteaux des vents, tous deux ouverts aux rayons de la lune, tous deux baignés de la liberté, qui déploie de là sur le monde ses ailes et ses grâces.

L'église romane était encore vide, muette et nue; à cette époque ses gros piliers bas se couronnaient d'un feuillage de chêne. De par là, on voit que



des collèges de l'université. Les effets de cette exemption ne pourront s'étendre au-delà de deux ans.

**LISTE CIVILE.** — Sur la demande de M. Virey, député, le roi vient d'accorder à M<sup>lle</sup> Lestelle, veuve d'un ancien médecin des prisons de Lyon, un nouveau secours de 100 fr.

## DEBATS DE LA PRESSE.

Le *National* revient sur le refus qui a été fait au *Journal de Rouen* de poursuivre le directeur des postes de Paris, pour avoir retardé d'un jour la correspondance des départements lors du procès d'Alibaud, et conclut de ce refus que si les plaintes juridiques dirigées contre les fonctionnaires publics sont fort rares, c'est qu'on ne rencontre en France aucune garantie, aucun moyen de défense contre les abus du pouvoir. Le *National* ne forme aucun doute sur le résultat de l'instance qui, à ce sujet, se poursuit devant le conseil d'état.

La décision du conseil d'état est donc aussi facile à prévoir que la persévérance et la fermeté du *Journal de Rouen* est honorable pour ses rédacteurs. Rappelons-nous ici cette misérable tracasserie que leur a suscitée le ministère en défendant désormais aux directeurs de la poste de leur remettre aussitôt qu'elles arrivent leurs correspondances ordinaires : c'est là, en vérité, une persécution bien lâche. Cette mesure est appliquée partout aux feuilles de l'opposition, et, sous ce rapport, elle mérite d'être signalée au public.

Le *Courrier Français* poursuit ses investigations contre le ministère du 22 février, dont les actes ont eu pour résultat, dit-il, d'irriter par la déception les âmes déjà agitées, et de montrer directement la pensée et l'autorité du gouvernement dans la personne du roi.

La *Gazette de France* passe en revue le personnel du cabinet, et place en évidence M. Thiers, qui serait un ministre parfait s'il voulait bien s'aider de M. Guizot, mais la présidence du conseil y met obstacle. Malheureusement M. Thiers, dit cette feuille, est une planète environnée d'étoiles nébuleuses : autour de lui, il n'y a que des incapacités et des nullités qui ne reçoivent pas même un reflet de l'astre dont elles sont les satellites.

On se demande ce que c'est que M. Sauzet : personne n'est encore parvenu à se l'expliquer ; M. Sauzet échappe à toute définition, tant il y a en lui de légèreté et d'inconséquence. On ne connaît encore de lui que la facilité avec laquelle il a renié ses principes pour un portefeuille.

M. Passy est un homme de bureau de seconde ligne, un bon premier commis, un passable secrétaire-général de ministère ; mais il s'en faut qu'il se trouve en lui l'étoffe d'un conseiller de la couronne. Il a de plus, comme M. Sauzet, sa bonne part d'inconséquence et de contradiction. Il a fait pour Alger ce que son collègue a fait pour l'annistie.

Personne, peut-être, n'est plus dépaycé dans le conseil des ministres et à l'instruction publique que M. Pelet (de la Lozère). Quand on pense qu'il a remplacé M. Guizot, il semble voir un carré de papier mis à la place d'une vitre.

Quant à M. le maréchal Maison, il est politiquement moins que rien, et nous n'avons pas besoin d'en déduire le principal motif. Le moral de l'armée a périéclité dans ses mains ; il ne s'est fait connaître encore que par une querelle fâcheuse avec le vénérable maréchal Moncey, et par une de ces maladroitures de tribune dont le souvenir est ineffaçable.

M. d'Argout, tout le monde le sait, excepté lui peut-être, n'a été qu'un pis-aller. M. Thiers l'a pris pour faire ajourner la conversion et déguiser tant bien que mal le déficit trop crûment avoué par M. Humann. Mais M. d'Argout n'est pas de force à entrer dans la conversion et à sortir du déficit ; c'est un de ces hommes qui, de la meilleure intention du monde, gâtent les affaires dont ils se mêlent par leurs maladroitures.

La seule tête qui ait de la résolution, de la capacité dans tout cela, est M. de Montalivet ; mais ce ministre, dévoué aux intérêts et aux vues de la cour, ne peut apporter dans le conseil qu'une volonté qui n'est pas la sienne, et à la chambre des députés qu'une influence négative.

De tout ceci, la *Gazette* conclut qu'il y a impossibilité à ce que le ministère marche, et qu'il se présente devant la chambre avec les graves questions qui y seront agitées.

La *Quotidienne* se courrouce contre ce qu'elle appelle le vieux libéralisme, qui, dans le vide effrayant de sa doctrine, ne sait plus, dit-elle, où chercher un point d'appui. Aussi, voulant compter nettement avec ses adversaires, la feuille légitimiste aborde la logique des faits, et en conclut que les royalistes sont de malheureuses victimes de tous les temps, de toutes les circonstances.

Depuis bientôt cinquante ans, les royalistes se sont trouvés en face de deux grandes révolutions. La première eut pour but de bouleverser tout l'état social. Les royalistes cherchèrent à arrêter le torrent par une opposition constante et ferme ; ils ne craignirent ni l'échafaud, ni la confiscation ; ils sacrifièrent famille, intérêts, propriétés, les douces émotions du sol, du clocher, du vieux manoir des ancêtres.

Quand la seconde, de 1830, est arrivée, les royalistes n'ont pas voulu s'exposer aux mêmes reproches, ils n'ont pas déserté l'ordre social, car cet ordre est à eux, ils en sont les protecteurs naturels ; mais ils se sont séparés de l'ordre politique.

Mais quand les amis de la *Quotidienne* et leurs adhérents étaient au pouvoir, qu'ont-ils donc fait pour la cause de l'ordre social ? Au reste, les royalistes sont tout-à-fait désintéressés dans le mouvement politique actuel : ils dédaignent nos dignités, nos honneurs, nos places, aussi bien la cour que le ministère ; et pour nous punir d'avoir été négligés, les légitimistes nous menacent de leur abandon.

lages ne s'ennuient dans la solitude et le silence, on y perche de beaux oiseaux venus d'Orient ; on les égare du chant des cloches et des ramages de l'orgue. Les rosaces s'ouvrent diaphanes et flamboyantes au grand jour comme des queues de paons qui font la roue. Le soleil, à travers les vitraux rouges et bleus, répand sur les grandes dalles une flamme de punch qui s'éteint tout à tour et se rallume. L'église, au dehors, est une grande volière, une ménagerie riche d'animaux indigènes et exotiques, tels que le singe, le perroquet, le crocodile, le taureau ou le dragon. La croixade y avait jeté tous ses trésors, comme naguère la conquête d'Alger ses tigres et ses lions au musée du Jardin du Roi.

Alors, le monument chrétien, jusque-là si grave, si austère, si sérieux, se permet des licences et des gaites inouïes ; il devient bouffon, obscène, railleur : voici venir à lui les grotesques et les parodies ; l'esprit du temps y agisse à point avec le burin ou le ciseau, et Dieu sait s'il l'a fait accérer. Plus d'un évêque, d'un roi, d'un grand seigneur, y déchire sa robe ou son blason. C'est la presse avec son sarcasme, ses lazzi amers, son persiflage. L'ironie commence à monter aux lèvres de l'édifice, l'ironie, l'écume sanglante et venimeuse, avec laquelle Voltaire doit conspuer un jour son siècle, la religion et le pouvoir.

Jusqu'au quatorzième siècle, toutes les idées ne parlent guère que le verbe de marbre et de granit ; l'architecture est l'art souverain ; le peuple en masse élève vers le ciel des cris de souffrance, de menace ou d'adoration, et chacun de ces cris est une église. Jamais axiome ne fut plus littéralement vrai : *Fox populi, vox Dei*. Cette grande voix de pierre, qui court sur toute la surface du monde, adresse ça et là d'amères leçons aux rois, aux seigneurs et aux évêques. N'en citons qu'un exemple, et choisissons-le sur un monument encore debout : arrêtez-vous devant la façade de Notre-Dame, sous les voussures du grand portail, voyez-vous ce démon esclave, assis, le collier de fer au cou, sur des têtes de damnés, couronnées, mitraées, fleuronnées ? Ce démon est l'idée libérale et humaine au moyen âge.

Au quatorzième siècle, l'église elle-même commence à se détacher du culte ; la cabale réclame une place sur ce grand livre de pierre ; d'abord elle n'écrit son mot que dans un coin obscur et oublié, puis sur une statue, puis enfin sur toute la périphérie du monument, comme à Saint-Denis, à Saint-Martin-des-Tours, à Saint-Jacques-la-Boucherie. C'est là que les deux mouvements qui balancent le monde entre le pouvoir et la liberté deviennent en quelque sorte visibles ; la main du prêtre et celle de l'artiste les y ont fixés en toutes lettres. De cette sorte, l'œuvre du Christ ne sera pas tronquée dans son temple ; cet Évangile bâti dira, comme l'Évangile écrit : « Rendez à Dieu ce que vous devez à Dieu. » Puis, au revers de la page, il ajoutera : « Soyez libres ! » Aussi, quand l'heure de la révolte aura sonné, vous verrez ces mêmes églises s'ébranler sur leurs fondements, agiter leur grande voix d'airain, secouer les rales du tocsin sur nos villes, et crier : Aux armes ! comme jadis elles invitaient à la prière.

— Le *Bon Sens*, répondant à la *Paix*, n'admet pas les exceptions indiquées dans cette dernière feuille relativement à certaines incapacités électorales, telles que celles provenant du défaut d'intelligence et l'état de prolarisme de quelques classes. Se servant de l'autorité des publicistes, de l'immortel Montesquieu, lui-même, le *Bon Sens* déclare que l'élection doit être la mise en œuvre de la souveraineté populaire, sauf les exceptions que le sens commun et la morale réprouvent.

De toutes les questions que présente à résoudre l'ordre politique, il n'en est pas de plus importante que celle de l'élection. Le principe électif, en effet, est la grande conquête de la révolution de 89 sur l'ancienne monarchie, du droit social sur les usurpations individuelles, de l'ordre réglé par la combinaison des intérêts sur l'ordre odieux imposé par une volonté sans contrôle.

— Le *Constitutionnel* se montre très satisfait de l'état des choses, parce que, dit-il, nous sommes arrivés à cette époque de lassitude où les partis se décomposent, où les minorités excentriques tendent à se fondre dans la majorité nationale.

Mais il ne faut pas croire, ajoute-t-il, que cette atonie, accidentellement favorable au ministère et au pays même, puisse devenir l'état normal de la France. Il ne faut ni le croire ni le désirer. Les peuples libres ne gardent leur liberté qu'à la condition de la payer. Il leur faut de la vie publique, des orages de tribune ; il faut que chez eux se développe, dans ses larges proportions, cette lutte incessante entre le pouvoir et la liberté, entre la conservation et le progrès, cette lutte sans laquelle rien ne s'affermirait et rien ne s'améliore. C'est ainsi que l'Angleterre constitutionnelle a donné au monde, dans l'espace d'un siècle et demi, l'exemple du plus merveilleux développement qu'aient jamais pris les institutions et la fortune d'un peuple.

## DEBATS JUDICIAIRES.

**POLICE CORRECTIONNELLE. — PRÉSIDENCE DE M. BRETHOUS DE LA SERRE.** — *Affaires d'ité de la conspiration des poudres.*

Les accusés présents sont les nommés : Spirat, Hubin, Beaufour, Daviot, Robier, Canard, Robert, Palanchon, Blanqui jeune, Ermienssens, Barbès, Lisbonne, Tallien, Alerow, Baudet, Lalot, Cochet fils, Dujarrier, Duballin, Fayolle, Graux, Guichen, Porlier, Venant, Villédieu, Gay, Quetin, Lebaux, Lemire, Libaux, Rayson, Deligny, Tillet, Ferraud, Dupuis, Grivei, Mulet, Lyon, Eder, Netré.

L'audience d'hier, dont nous ne donnons pas les détails attendu leur insignifiance, n'a été signalée par aucun incident. Tous les témoins ont été entendus : l'interrogatoire des prévenus a commencé.

Ce qu'il y a de plus curieux jusqu'à dans cette affaire, c'est le *Catéchisme républicain* que nous reproduisons ci-après :

Cette pièce a été saisie au domicile de M. Fayard, étudiant, qui figure comme témoin dans l'affaire des poudres. Elle est imprimée en petits caractères sur papier à lettre.

Le récipiendaire est introduit un bandeau sur les yeux.

Le président : Citoyens, au nom du comité central exécutif, les travaux sont ouverts. (A l'un des membres assesseurs) : Dans quel but nous réunissons-nous ? — Pour travailler à la délivrance du peuple et du genre humain.

D. Quelles sont les vertus d'un vrai républicain ? — R. La sobriété, le courage, la force, le dévouement. — D. Quelles peines méritent les traîtres ? — R. La mort. — D. Qui doit l'indiger ? — R. Tout membre de l'association qui en a reçu l'ordre de ses chefs.

D. (Au récipiendaire.) Citoyen, quels sont tes nom et prénoms, ton âge, ta profession, le lieu de ta naissance ? Avant d'aller plus loin, prête le serment suivant :

Je jure de garder le plus profond silence sur ce qui va se passer dans cette enceinte.

Tu penses bien qu'avant de t'admettre dans nos rangs, nous avons dû prendre des renseignements favorables sur ta conduite et sur ta moralité. Les rapports adressés au comité t'ont été favorables ; nous allons t'adresser quelques questions.

Est-ce ton travail ou ta famille qui te nourrit ? as-tu fait partie de quelque société politique ?

### Questions politiques.

D. Que penses-tu du gouvernement actuel ? — R. Qu'il est traître au peuple et au pays.

Dans quel intérêt fonctionne-t-il ? — R. Dans l'intérêt d'un petit nombre de privilégiés.

D. Quels sont aujourd'hui les aristocrates ? — R. Ce sont les hommes d'argent, banquiers, fournisseurs, monopoleurs, gros propriétaires, agioteurs, en un mot, tous les exploités qui s'enrichissent aux dépens du peuple.

D. Quel est le droit en vertu duquel ils gouvernent ? — R. La force.

D. Quel est le vice dominant dans la société ? — R. L'égoïsme.

D. Qu'est-ce qui tient lieu d'honneur, de probité, de vertu ? — R. L'argent.

D. Quel est l'homme qui est estimé dans le monde ? — R. Le riche et le puissant.

D. Quel est celui qui est méprisé, persécuté, mis hors la loi ? — R. Le pauvre et le faible.

D. Que penses-tu des droits d'octroi, des impôts sur le sel et sur les boissons ? — R. Ce sont des impôts odieux, destinés à pressurer le peuple en épargnant les riches.

D. Qu'est-ce que le peuple ? — R. Le peuple est l'ensemble des citoyens qui travaillent.

D. Comment est-il traité par les lois ? — R. Il est traité en esclave.

D. Quel est le sort du prolétaire sous le gouvernement des riches ? — R. Son sort est semblable à celui du serf et du nègre ; sa vie n'est qu'un long tissu de misères, de fatigues, de souffrances.

D. Quel est le but qui doit servir de base à une société régulière ? — R. L'égalité.

D. Quels doivent être les droits du citoyen dans un pays bien réglé ? — R. Le droit d'existence, le droit d'instruction gratuite, le droit de participation au gouvernement.

D. Quels sont ses devoirs ? — R. Ses devoirs sont le dévouement envers la société et la fraternité envers ses concitoyens.

D. Faut-il faire une révolution politique ou une révolution sociale ? — R. Il faut faire une révolution sociale.

D. Le citoyen qui a fait des ouvertures t'a-t-il parlé du but ? Tu dois l'entrevoir par nos questions, et nous allons, en quelques mots, te l'expliquer plus clairement encore. Nous nous sommes associés pour lutter avec plus de succès contre la tyrannie. Les oppresseurs de notre pays ont pour but de maintenir le peuple dans l'ignorance et dans l'isolement ; le nôtre doit être par conséquent de répandre l'instruction et de rallier les forces du peuple en un seul faisceau. Nos tyrans ont prosaïté la presse et l'association ; c'est pourquoi notre devoir est de nous associer avec plus de persévérance que jamais, et de suppléer à la presse par la propagande de vive voix, car tu penses bien que les armes que les oppresseurs nous interdisent sont celles qu'ils redoutent le plus, et que nous devons surtout employer. Chaque membre a permission de répandre par tous les moyens possibles les doctrines républicaines, de faire en un mot une propagande active et infatigable.

Plus tard, quand l'heure sera sonnée, nous prendrons les armes pour renverser un gouvernement qui est traître à la patrie. Seras-tu avec nous ce jour-là ? Réfléchis bien, c'est une entreprise périlleuse ; nos ennemis sont puissants, ils ont une armée, des trésors, l'appui des rois étrangers ; ils règnent par la terreur. Nous autres, pauvres prolétaires, nous n'avons pour nous que notre courage et notre bon droit. Te sens-tu la force de braver ces dangers ?

Quand le signal du combat sera donné, es-tu résolu à mourir les armes à la main pour la cause de l'humanité ? Lève-toi, voici, citoyen, le serment que tu dois prêter :

Je jure de ne révéler à personne, pas même à mes proches parents, ce qui s'est dit ou fait parmi nous ; je jure d'obéir aux lois de l'association, de poursuivre de ma haine et de ma vengeance les traîtres qui se joindraient dans nos rangs, d'aimer et de servir mes frères et de sacrifier ma liberté et ma vie.

Citoyen, nous te proclamons membre de l'association. Assieds-toi.

As-tu des armes et des munitions ? Chaque associé, en entrant dans l'association, doit avoir une quantité de poudre proportionnée à sa fortune, un quateron au moins ; et en outre, il doit s'en procurer pour lui-même deux livres. Il n'y a rien d'héréditaire dans l'association. — Tu ne seras connu que par le nom de guerre que tu vas choisir. En cas d'arrestation, il ne faut jamais répondre au juge instructeur. — Le comité est inconnu ; mais au moment du combat, il est tenu de se faire connaître. Il y a défense expresse de descendre sur la place publique si le comité ne se met pas à la tête de l'association. Pendant le combat, les membres doivent obéir à leurs chefs, suivant toute la rigueur de la discipline militaire. — Si tu connais des citoyens assez discrets pour être admis parmi nous, tu dois nous les présenter. Tout citoyen qui réunit discrétion et bonne volonté mérite d'entrer dans nos rangs, quel que soit d'ailleurs son degré d'instruction ; la société achèvera son éducation politique.

Le récipiendaire est rendu à la lumière.

— IMPRIMERIE DE LA RÉPUBLIQUE.

**POLICE CORRECTIONNELLE (6<sup>e</sup> chambre). CONDAMNATION DES USURIERS.**

Le tribunal, en ce qui concerne la dame Ribot et le sieur Gueix, prononce le renvoi des poursuites. Mais en ce qui touche les cinq autres, il condamne, savoir : pour délit d'escroquerie et d'usure, Jeannin, en 20,000 fr. d'amende et un an de prison ; Joyeux, en 5,332 fr. d'amende et deux ans de prison pour délit d'usure seulement ; Beauvais, en 2,000 fr. d'amende ; Beurion, en 1,500 fr. d'amende, et Thobin, 2,000 fr. d'amende. Statuant sur les réclamations civiles, le tribunal réduit les obligations souscrites aux sommes réellement prêtées, chiffre primitif, avec les intérêts légaux, ne défalquant de ces sommes que l'intérêt usurairement perçu.

### CONDAMNATION CORRECTIONNELLE

Encourue pour avoir favorisé la débauche d'une mineure.

Mme Fanny Larcher exploite, dans le quartier de la Chaussée-d'Antin, un hôtel garni qui jouit d'une certaine réputation ; par malheur, elle ne s'occupe pas assez scrupuleusement de l'âge des personnes qui se présentent chez elle. Or, il paraît que le mois dernier, M. le comte de C..., accompagné d'une jeune actrice du théâtre du Palais-Royal, vint louer un appartement pour que quelques jours. Mme Larcher ignorait l'âge de la jeune actrice : un commissaire de police vint lui apprendre qu'elle n'avait que seize ans, et qu'il y avait dans le Code pénal un article qui punissait d'amende et de prison ceux qui favorisaient la débauche des mineurs : à quoi Mme Larcher répondit qu'elle ignorait ce que venait faire dans son hôtel les personnes qui s'y présentaient.

C'est ce qu'elle a répété hier à l'audience, et à l'appui de cette justification elle présente son livre de police sur lequel se lisent, à ce qu'elle ose prétendre, des noms de députés, d'avocats, même de fonctionnaires publics de différents ordres.

Cette petite révélation fait sourdre l'auditoire : mais nous ne croyons pas devoir trahir le secret que les visiteurs de Mme Larcher croyaient sans doute enseveli dans ses registres. La jeune et jolie compagne de M. le comte de C... vient elle-même à l'audience justifier la prévenue ; elle déclare, en rougissant, que M. le comte lui faisait, il est vrai, la cour, mais qu'elle n'a à se plaindre ni de lui, ni de Mme Larcher.

L'avocat de la prévenue fait remarquer qu'il se trouve au dossier un certi-

Bientôt la cabale, honteuse de se glisser ainsi entre les lacunes de la foi, veut avoir son livre à elle : voici surgir aux Innocents un grand monument de pierre, sur lequel l'idée hermétique a seule écrit son symbole ; mais, comme si toutes les créations où l'homme est abandonné à lui-même devaient se ressentir de son néant, ce monument est un cimetière.

Tous les édifices du moyen âge étaient d'ailleurs bâtis par des confrères de maçons ; ces hommes opposaient ainsi le nombre et l'union à l'ignorance qui détruit, à la tyrannie qui opprime, au temps qui menace dans son cours l'œuvre et l'ouvrier. Ils jouissaient de plus de franchises que les autres bourgeois ; car, au plus fort de l'oppression et du fait brut, l'art se conserva toujours libre. Ces architectes, qu'on doit regarder comme les journalistes du moyen âge, étaient donc des hommes d'opposition et de mouvement, engagés pour la plupart dans les allées sombres de la cabale et unis entre eux par des rits, des signes et surtout des croyances communes. Sur leurs idées excentriques et riches d'avenir, ils jetèrent un style solide, sombre, granitique, gigantesque, cyclopéen. Quand, au seizième siècle, l'architecture se tint devant le blason et l'imprimerie, quand le monument devint muet, quand cette bouche de pierre, toujours ouverte et sonore et toute puissante, vint à se fermer, elle enveloppa presque toutes les confréries libres sous son silence. Quelques-unes pourtant survécurent à l'édifice. Le livre de granit leur manquait, elles retinrent avec plus de dévotion que jamais les signes et les chiffres cabalistiques ; voyant l'œuvre de pierre leur échapper, elles se dirent : Bâtons-nous un édifice vivant. Les temples que nous avons construits jusqu'ici n'étaient que des figures et des essais : les hommes pour pierres, les idées et le sang pour ciment, la liberté pour Dieu. Elevons, ô frères, un nouveau temple de Salomon, une autre tour de Babel, une cathédrale faite de têtes humaines, qui couvre la terre et qui menace les cieux !

Ces maçons francs conservèrent tous les attributs de leur ancien métier ; l'équerre, la cloche, la truelle et le marteau. Il y eut dès lors alliance étroite entre les éléments fournis par la cabale et ceux que leur cédait l'architecture. Le but resta le même. On s'entoura, comme par le passé, d'initiations et de secrets. Dans l'ombre, on jeta les fondements de ce grand édifice humain et vivant qui devait, comme le monument de granit, aventurer sa tête dans les brumes du ciel, enfoncer ses pieds dans le mystère de la nuit, le silence, les tombeaux ; agiter un jour son béroir sur le monde et l'emplir de bruit, d'épouvante et de cris de guerre.

Ceux qui soutinrent que les francs-maçons et quelques autres ordres occultes recueillirent sous leurs ténèbres le grand secret des templiers sont donc dans une étrange erreur. La franc-maçonnerie sortit du silence de l'architecture.

Au seizième siècle, en effet, le monument devient subtil, métaphysique et philosophal. On y devine Aristote et Basile Valentin. L'ogive s'élance svelte, hardie, désespérée ; elle sent qu'elle va mourir ; mais en mourant, elle voudrait s'envoler aux cieux. La renaissance est là qui va la tuer. Ne demandons donc plus à l'architecture le secret des siècles qui suivront. Sans doute Léon X, qui sent le sol fuir sous la papauté, secoue sa robe blanche sur l'Italie pour la couvrir de palais de marbre et de statues d'albâtre ; les Médicis se relèvent dans des constructions pleines de coquetterie, d'ambition et de caprice ; la soutane rouge du cardinal-duc déteint sur les pavillons de briques de la Place-Royale ; Louis XIII, le roi valetudinaire, se retrouve dans le Val-de-Grâce ; Louis XIV, mort, revit à jamais dans les pompes, les grandeurs et la solitude de Versailles. Mais le monument n'est plus que le livre des rois ou de leurs ministres ; le blason devient celui des idées.

Au douzième siècle, le blason est nu, informe, rebelle ; il invente bien des lettres d'or ou d'argent ; il bégaye ça et là des syllabes noires, bleues ou rouges ; mais il le fait sans force, sans succès : c'est que le pouvoir, jeune et diffus, n'a pas encore dégagé son idée. Or, cette loi est inflexible : où manque la pensée, les termes manquent. La royauté confie pourtant son secret au manteau de Louis VII : des têtes de javalots (t) sur un fond d'azur ; la force sur le droit. C'est comme si elle disait : « Vous me demandez d'où me vient ma puissance, je vous réponds : du fer. La guerre, la conquête, les ennemis vaincus, voilà mes titres : j'ai emporté la couronne à la pointe de la lance. » Bientôt la royauté recule d'effroi devant un tel aveu. Cette usurpation à main armée, légitimée par le temps, lui semble un sol trop creux et trop agité pour y asseoir son droit. La force peut à toute heure déplacer la force ; que les années passent sur cette usurpation nouvelle, et les voilà toutes deux légitimes, toutes deux royales. L'autorité ainsi mouvante perd sa base dans l'amour des peuples ; le glaive seule a raison ; la victoire commande.

Au douzième siècle, que fait la royauté pour combler cet abîme ? Elle appelle une croyance à son secours ; sur son origine violente et guerrière elle étend une idée religieuse. « Peuples, s'écrie-t-elle, un jour que le saint ermite de l'abbaye de Joyenval était à prier dans sa cellule, un ange descendit du ciel, lui remit une branche de lys, et lui dit : « Va porter ces lys au roi de France, pour qu'il les blasonne sur son écu. » Quand j'étais sur la terre, j'ai dit : *Lilia laborant neque sent*, la France n'aura non plus besoin de travail ni de fœreau pour s'entourer d'un vêtement de gloire. Ailleurs j'ai ajouté : *Ex omnibus floribus elegi mihi liliam*. Eh bien ! je veux faire part de ma fleur blanche et sans tache à mon bien-aimé le roi des Gaules. Comme le lys, roi des vallées, lève sa tête sur celle des ronces, des chardons et des épines, le roi de France lèvera son front

(1) On sait que la fleur-de-lys vient d'une ancienne javeline.



fiat de médecin qui constate en effet que Mlle M... n'a pas eu à se plaindre de M. de C...

Malgré ces témoignages, la prévenue est condamnée à six mois de prison. En attendant cette condamnation, la dame Larcher pousse des cris déchirants, et on l'entraîne évanouie.

**QUESTION DE PRESSE.** — La cour royale de Douai a réformé le jugement rendu contre la *Gazette de Flandres et d'Artois*, au sujet de la vente du compte-rendu du procès de la Mode.

Les motifs sur lesquels la cour royale de Douai a appuyé son arrêt sont du plus haut intérêt pour la presse, et méritent d'être rappelés.

Cette cour a jugé en droit que les lois de septembre étaient exceptionnelles, contrairement à la liberté de la presse, et dérogeant à la charte, doivent être restreintes dans leur signification la plus étroite, et que les souscriptions en faveur des condamnations devaient être toujours permises lorsqu'elles n'étaient pas formelles et directes.

#### DERNIÈRES NOUVELLES D'ESPAGNE.

**BAYONNE, 31 juillet.** — On nous assure que Cordova a donné sa démission : pour cette fois elle a été acceptée par la reine, qui a désigné Saarsfield pour son successeur. Ce général est un militaire distingué, mais qui inspire aussi peu de confiance que son prédécesseur. Il a déjà commandé en Navarre sans plus de succès que tous les généraux qui y sont venus perdre leur réputation.

— Le bruit court qu'un intendant militaire est nommé pour aller entrer de suite en fonctions à Pampelune. Il aura sous son administration la légion du général Bernella et le corps d'armée divisionnaire qui se forme sur les frontières d'Espagne. Le général Bugeaud, rappelé d'Afrique, prendra, dit-on, le commandement de ce corps d'armée. Cette nouvelle a fait hausser, à la Bourse, les fonds espagnols de 35 à 36 1/8. On assure également que Gomez, rencontré par les troupes sorties de Santander et celles d'Espartero, a été battu complètement et mis en déroute complète. En revanche on dit que Vittoria a été pris par Villaréal.

#### ANGLAIS ET FRANÇAIS.

Les journaux ont parlé dernièrement du défi que M. Deschappes avait porté aux amateurs d'échecs anglais. Il s'agissait d'un pari de 25,000 francs. Les clubs de Londres ont nommé une commission pour organiser ce célèbre duel, et en établir les conditions sur des bases qui devaient être agréées par les deux parties. Lundi dernier, M. Péricat est arrivé de Londres à Paris, avec plein pouvoir de donner au pari un résultat définitif. Le club des Panoramas a, sur-le-champ, nommé une commission chargée de se mettre en rapport avec M. Péricat. Elle se compose de MM. Louis Fould, banquier, Denisart et de Labourdonnais. Hier, les amateurs du club des Panoramas ont donné un dîner aux amateurs anglais résidents à Paris et à M. Péricat, chez le restaurateur Grignon. La plus franche cordialité a régné dans ce banquet. Un nombre des convives on cite MM. de Jouy, de Lacretelle, le général Haxo, le baron Pogogef, jeune seigneur russe, plein d'instruction et d'esprit, et le plus fort joueur d'échecs de Saint-Petersbourg. A la suite de ce dîner, les dernières bases du défi ont été arrêtées. Les amateurs français doivent partir pour l'Angleterre au premier jour ; ils font un grand éloge des procédés remplis de convenance et de noble délicatesse que M. Péricat et ses compatriotes ont mis dans leurs relations.

#### NOUVELLES DIVERSES.

Biart, dont la spirituelle *Revue de la garde nationale de banlieue* a fait rire pendant deux mois tout Paris, vient d'être chargé de représenter le roi au moment où il se rendit sur la place du Carrousel au milieu de la garde nationale de Paris. Il était peut-être impossible de choisir un homme plus habile à reproduire les pantomimes multiples et les scènes de mœurs. On dit ce joli tableau fort avancé.

— L'institut vient de perdre un de ses correspondants les plus célèbres dans la personne de M. Lislet Geoffroy, mort à l'île Maurice. M. Lislet Geoffroy était né dans l'Archipel africain en 1775 ; il était mulâtre au premier degré. Cet homme, d'un savoir remarquable, n'a jamais quitté sa patrie. On lui doit les cartes de l'île de France, de l'île de la Réunion, des Séchelles, une de Madagascar, etc., etc., et de beaux travaux sur la climatologie de l'île de France. M. de Lainé, ancien ministre, est, avec M. Lislet, le seul homme de couleur qui ait été de l'institut.

— Le célèbre astronome Gambart, directeur de l'observatoire de Marseille et membre correspondant de l'académie des sciences, est mort à Paris, le 25 juillet, à la fleur de l'âge. On sait que M. Gambart est l'homme qui, jusqu'à ce jour, a découvert le plus grand nombre de comètes.

— Le *Messageur de Gand* ne pourra plus entrer en France. Le ministère vient de lui appliquer la même mesure qu'à deux autres journaux de la Belgique.

couronné sur celui des monarques et des seigneurs, *sicut lilium inter spinas* (1).

Qui ne lira maintenant sur l'écu royal une page de l'histoire ? Ces fleurs-de-lys d'or sur un champ d'azur, c'est le pouvoir qui se détache sur le droit divin. L'ange, c'est la religion qui secoue ses ailes blanches entre le prêtre et la royauté.

Toute idée est perpétuellement en marche, et sa langue avec elle. Au treizième siècle, le blason, quoique encore obscur et pauvre, n'en a pas moins beaucoup gagné en fraîcheur et en poésie. A dater de Louis IX, la royauté se fait plus fière, sa main d'ivoire s'allonge ; elle va même jusqu'à toucher aux armoiries de ses seigneurs. Jean Davesnes ayant injurié sa mère en présence de saint Louis, le roi coupa les ongles et la langue au lion que ce gentilhomme portait sur son écu. Ces blessures-là saignaient long-temps dans les familles.

Tel est d'ailleurs le progrès de la royauté, qu'elle impose aux grands leurs armes et leurs devises. Jusque là chaque seigneur, dans cette grande page héréditaire, écrivait son mot à la pointe de l'épée. La fantaisie était la règle ; la force était le droit. A partir du treizième siècle la souveraineté distribue les armoiries, comme plus tard les brevets et les fiefs. Cette belle langue jusque-là si libre, si capricieuse, si effrorescente, subit l'examen de la syntaxe. On lui donne pour la régir un code, un conseil et un grand héraut, comme quatre cents ans plus tard on posera sur la langue française une académie, un président et un dictionnaire.

Au quatorzième siècle la royauté resserre son idée dans l'écu et y résume son droit. Jusqu'ici elle avait semé les fleurs-de-lys sur l'azur sans méthode et sans ordre ; maintenant elle va les réduire à trois, comme pour dire qu'elle s'arroge le souverain pouvoir sur le clergé, la noblesse et le peuple. Or, la langue ne se lia de si près à la chose. C'est en effet vers le même temps que Philippe-le-Bel convoqua les trois ordres aux états-généraux.

Le blason n'atteint du reste toute sa splendeur qu'au quinzième siècle. Cet idiome alors est éblouissant. Quand le regard s'aventure dans ces lointains d'or et d'émail, dans ces tourbillons d'ombres, de soleils, de fleurs, d'étoiles, de lambels, de croix, de timbres, de fleurons, de lambrequins, de panaches, de monstres, d'oiseaux tout vivants, remuants et en quelque sorte chantants, il jouit d'un plus beau concert qui soit au monde. Ce concert des yeux était même assez fréquent. Aux tournois, aux fêtes, aux assemblées publiques, les grandes dames et les seigneurs figuraient avec leurs blasons. C'était étourdissant d'éclat et de beauté. Quand le soleil inondait toutes les têtes ornées de cimiers, de couronnes et de tortils enroulés de perles, à voir ces lions, ces léopards, ces salamandres, ces

**CORPS D'ARMÉE D'AFRIQUE.** — Le général Bugeaud a annoncé aux officiers des différents corps de l'armée expéditionnaire qu'il partirait très incessamment pour la France, et qu'il remettrait le commandement de toutes les troupes à M. le général de Létang chargé de continuer les opérations militaires aussitôt que les troupes seront remises de leurs fatigues.

On sait déjà qu'Abd-el-Kader, qu'on dit blessé, s'est porté sur la tribu des Ouled-ben-Brahim pour la châtier de ne pas s'être rendue à ses ordres.

Le général de Létang est nommé inspecteur-général de toute la cavalerie du corps d'armée et de quatre régiments d'infanterie. Toutes les opérations de l'inspection générale doivent être terminées au 30 octobre prochain.

Une circonstance remarquable, c'est que l'émir s'est adressé directement au général de Létang pour traiter de l'échange des prisonniers. Le général a su se faire craindre des Arabes hostiles et se faire aimer de nos alliés : on le considère comme la providence de notre province.

— Les prisonniers faits en Algérie par les Français et envoyés en France par le général Bugeaud sont arrivés à Toulon, mais ils ont été de suite dirigés sur Marseille.

— C'est une fausse indication du journal du matin que nous avons reproduite quand nous avons annoncé que le voyage de M. le duc de Nemours à Eu était contremandé. Le prince est parti hier pour cette résidence, où il doit passer quelque temps. Deux compagnies d'élite du 50<sup>e</sup> de ligne sont parties de Rouen le 31 juillet, pour aller faire le service auprès du prince.

— Le roi de Naples n'est pas encore arrivé à Paris. Le général Gourgaud est parti pour aller au-devant de ce souverain.

— On mande de Salzbourg que la duchesse d'Angoulême est venue en cette ville rendre une visite à sa cousine, l'infante de Beira, qui y demeure avec les enfants de don Carlos. La duchesse se rendra de là à Ischl, où il y a déjà une nombreuse réunion de membres de la haute noblesse.

— Les funérailles de M. Darmaing ont eu lieu hier, au milieu d'un concours considérable d'amis, parmi lesquels on remarquait des députés, des membres de la magistrature et du barreau, des notaires, des avoués, un grand nombre de journalistes et d'anciens camarades de M. Darmaing.

Le poêle funéraire a été tenu à l'église et au cimetière par MM. le comte Gilbert des Voisins, pair de France et membre de la cour de cassation ; Isambert, conseiller à la même cour et député ; Cormenin, député ; Philippe Dupin, bâtonnier de l'ordre des avocats ; Breton, co-gérant de M. Darmaing à la *Gazette des Tribunaux*, et le capitaine de la compagnie dont M. Darmaing faisait partie, en qualité de lieutenant, et qui avait envoyé un détachement à ses obsèques pour lui rendre les derniers devoirs.

Le convoi étant arrivé au champ du repos, les compositeurs et les porteurs de la *Gazette des Tribunaux* ont voulu transporter eux-mêmes le corps jusqu'à sa dernière demeure.

MM. Mermillod et Isambert ont prononcé chacun un discours sur la tombe de M. Darmaing.

— Plusieurs réclamations sont parvenues au ministère de l'intérieur pour l'inscription sur l'arc de triomphe de l'Etoile de noms de généraux qui auraient été omis. Ces demandes vont être l'objet d'un examen dont les résultats seront soumis incessamment à M. le ministre de l'intérieur. (*Journal de Paris.*)

**ARRESTATION D'UN EVÊQUE ET D'UN POÈTE.** — Le fait que nous lisons dans la *Gazette de France* montre le côté ridicule de la peur qui paraît n'avoir pas quitté le ministère. Toutefois, nous n'aurions jamais pensé que cette panique pût aller jusqu'à arrêter, faute de passeport, un évêque en tournée dans son diocèse. « Samedi dernier, Mgr l'évêque de Versailles étant en tournée pastorale revenait de Rambouillet à Versailles ; les gendarmes de Coignères jugèrent à propos d'arrêter sa voiture et de lui demander ses passeports. « Mais, dit monseigneur, je suis dans mon diocèse et n'ai d'autre passeport que ma soutane violette. » — Les gendarmes répondirent qu'ils étaient fâchés, mais qu'ils avaient l'ordre d'arrêter tout le monde. Monseigneur fut donc conduit chez le maire. Là, on constata l'identité épiscopale, et après avoir demandé pardon à monseigneur on lui permit de continuer sa route.

Ceci nous rappelle d'ailleurs une aventure fort comique arrivée, il y a quelques jours, à un illustre poète de nos amis, lequel fut arrêté par un maire normand, malgré son passeport, au moment où il montait, un soir, sur un chasse-maree, pour voir une pêche de nuit. Le maire ne voulut jamais croire qu'on choisit la nuit pour se promener sur mer quand on n'avait pas des desseins équivoques ; et le poète, saisi au collet par le pro-saïsme municipal, fut obligé de rester à terre.

— M. le général Gazan, qui depuis trois mois commande le département de Saône-et-Loire, est attendu à Paris. Quelques personnes disent qu'il y restera. On l'y a vu long-temps comme colonel, major-général par intérim de la 1<sup>re</sup> division militaire. C'était un service qu'il connaissait et conduisait fort bien. On l'a regretté dans les alarmes de ces derniers jours, et les bruits de cour et de Neuilly sont pour lui à la hausse.

— M. Delasalle, l'un des officiers d'ordonnance du roi, part (s'il n'est déjà parti) pour Bordeaux. Mais cet officier a une grande portion de ses biens dans la Gironde, et la course qu'il va faire dans le Midi doit être considérée comme n'ayant rien de politique, quoique bien des gens veulent la lier aux mesures d'enrôlement pour l'Espagne.

griffons qui grimpaient, les ongles ensanglantés et la gueule béante, sur la robe d'une jeune et gentille baronne, ces vautours à deux têtes qui fouillaient de leur bec noir et recourbé la poitrine d'un vieux connétable, ces guivres qui hurlaient de joie à tenir un enfant entre leurs dents, ces scorpions aux serres d'or, ces hydres à neuf têtes, ces monstrueux dauphins écaillés d'argent, on eût dit une création nouvelle qui sortait de terre au souffle de tous ces dieux féodaux. Que si, après quelques minutes de silence, au son des clairons et des fanfares, à la voix des hérauts, au mouvement de l'assemblée, tous ces monstres venaient à se ruer l'un contre l'autre ; si l'aigle bicéphale fondait, ailes déployées, sur le dragon ; si le léopard enfonçait ses griffes dans le cou de la licorne ; si le chabot s'engloutissait aux fosses du dauphin ; c'était un combat étrange et fantasque qui s'effaçait bientôt dans un flot de poussière où de soleil.

Ce n'était pas seulement splendide, féérique, luxuriant, immense ; cette assemblée était encore un concile d'idées. Chaque vêtement était une page d'histoire ; l'ensemble formait un livre. Ce livre, qu'on nomme blason, est le seul où l'esprit et les souvenirs du temps revivent dans toute leur pompe, tout leur éclat, toute leur vérité. Voyez-vous là-bas cette bannière éployée qui onde au vent ? C'est celle de Montmorency. Seize fois la dague des nobles sires a rogné le bec et les ongles à l'aigle d'Allemagne ; de là ces allérgies qui se cachent tout honteux et tout saignants dans les plis de leur enseigne. Voici l'écusson de Breigne fourré d'hermine qui crie aux Anglais : Nous vous avons poursuivis sur terre et sur mer, comme l'amphibie habitant de nos côtes poursuit sa proie sur les ondes ! Quel est encore ce coq gaulois qui chasse à coups de bec un lion,

*Monteux comme un renard qu'une poutle aurait pris ?*

C'est François d'Anjou qui a battu le lion d'or des Espagnes et qui le repousse, irrité, rugissant et confus, jusque dans le sombre Escorial. Enfin, regardez sur une robe d'azur ce glaive surmonté d'une couronne et cotoyé de deux fleurs-de-lys d'or : c'est celui de Jeanne d'Arc, c'est ce glaive qui a sauvé les lys, la couronne, l'écu de France, et contre lequel s'est brisée la dent du léopard.

Le blason est un règne brillant, mais éphémère. A la fin du seizième siècle il jette un dernier éclat magique, éblouissant, inattendu, mais qui s'éteint bientôt sous les ombres du grimoire. C'est que la voix du peuple commençait à monter derrière celle des prêtres et des rois.

Le hasard écrit souvent dans la forme une ironie ou une leçon : un bonnet de docteur ressemble à un éteignoir, une couronne de roi à un bouquet d'enfant, l'Italie à une botte, une botte fatale et géante qui éperonne le monde pendant plus de mille ans ! Au moyen-âge, ces accidents de forme ne sont jamais fortuits, on s'en sert comme d'un langage. Alors tout vêtement était une pensée ; les mains du juge disparaissaient sous leurs longues manches, pour indiquer que le magistrat devait les tenir fermées aux présents ; on jetait sur le pouvoir un grand manteau traitant,

voit de diamants. — Un vol qui déceit une audace peu commune vient d'être commis dans un des plus riches quartiers de la capitale.

M. le baron Millitz habite avec sa famille et un nombreux domestique l'un des appartements dépendants de l'hôtel sis place Vendôme, n. 8. Né en Saxe, M. le baron a l'habitude de passer chaque année six mois à Paris et six mois dans son pays natal. Jeudi dernier, comptant quitter la capitale le lendemain, on avait employé la journée à disposer les préparatifs du voyage annuel.

Entre cinq et six heures du soir, et au moment où, par une inconcevable fatalité, le baron Millitz était sorti, et Mme la baronne venant elle-même de s'absenter pour faire quelque emplette dans le voisinage, les bagages les plus précieux se trouvaient réunis dans une pièce restée, dit-on, ouverte ; des malfaiteurs y étant entrés enlevèrent une petite cassette en palissandre, qui contenait pour 14,000 fr. de diamants.

La consternation fut grande, comme on peut croire, quand, quelques minutes après, Mme la baronne s'aperçut à son retour d'une soustraction aussi considérable. Du reste, et par une singularité fort remarquable, d'autres objets de prix, et que les voleurs eussent pu facilement emporter, avaient été respectés. La justice est saisie de l'affaire, et déjà, dit-on, d'importantes arrestations auraient été exécutées.

#### DÉPARTEMENTS.

**GARD. — FOIRE DE BEAUCAIRE.** — La foire de Beaucaire a fini avec une grande activité. Les affaires ont été bonnes et la foire a présenté un nombre plus considérable que de coutume de vendeurs et d'acheteurs.

**LOIRE-INFÉRIEURE.** — Nantes, 1<sup>er</sup> août. — Les fêtes de juillet ont été célébrées à Nantes avec ce relâchement et cette indifférence que tous les ministères qui se sont succédés depuis 1831 ont graduellement amenés. Nos fêtes de juillet, si brillantes au premier anniversaire, ont peu à peu dégénéré ; et, en diminuant d'éclat d'année en année, elles en sont venues à n'être aujourd'hui qu'une triste parodie des précédentes.

— M. de Fenezac, inspecteur-général d'infanterie, est arrivé à Nantes, la musique du 40<sup>e</sup> de ligne est venue aussitôt lui donner une sérénade.

**MEURTHE.** — Le *Patriote de la Meurthe* est cité devant les assises pour avoir reproduit le feuilleton du *Bon Sens* sur Alibab.

**MOSELLE.** — Metz, 1<sup>er</sup> août. — Cinq magnifiques chevaux, envoyés en présent à LL. AA. RR. les ducs d'Orléans et de Nemours, par l'empereur d'Autriche, sont passés avant-hier par cette ville.

— La revue de la garde nationale, passée par M. le préfet, M. le lieutenant-général et M. le maire de Metz, le 29 juillet, dans l'île Chambière, a été des plus nombreuses que l'on ait vues depuis long-temps.

**NORD.** — Saint-Amand, 30 juillet. — L'émigration armée de quelques cavaliers de la garnison de Tournai sur notre territoire a eu une suite le lendemain. La première fois, ils étaient venus enlever leurs déserteurs ; la seconde, ils ont voulu venir reprendre leurs effets, et Saint-Amand a vu encore dans ses murs une force armée belge ; mais cette fois la force armée a dû rendre compte de sa visite à nos gendarmes, et elle a subi douze heures d'arrêt à l'hôtel du Mouton-Blanc. Ce n'est qu'après l'échange de plusieurs estafettes entre Tournai et Saint-Amand que les prisonniers ont été relâchés.

**RHONE.** — M. le ministre du commerce et des travaux publics vient de mettre à la disposition de M. le préfet de la Drôme un nouveau crédit de 10,000 fr. pour la construction de la route royale n. 95 de Valence à Sisteron, entre le grand Claps et les rochers de Brienne.

Le numéro du 30 juillet, du *Censeur de Lyon*, a été saisi, prévenu d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement du roi, et pour offense à la personne du roi.

Ces deux délits sont contenus dans un article où ce journal s'efforçait de prouver que le ministère avait eu tort d'empêcher le roi de passer la revue du 29 juillet.

#### VARIÉTÉS.

##### DES SYSTÈMES PÉNITENTIAIRES.

(Premier article.)

L'esprit d'enquête, de réforme et d'organisation qui s'est produit en France par la paix de ces vingt dernières années, ne s'est porté sur rien avec plus d'ardeur que sur l'état des prisons et sur le régime des criminels. Les bandits de toute nature, qui avaient été, en général, pour tous les peuples un objet de crainte et d'horreur, se sont vus presque subitement environnés d'une pitié active, généreuse et clémente. Au lieu de l'opinion commune, ancienne et populaire, qui les traitait en réprouvés sociaux, et qui les laissait vivre et mourir dans la honte et dans la misère de leur damnation en ce monde, il s'est formé une opinion nouvelle, compatissante et philanthropique, qui les regarde à peu près comme des gens en qui la santé du cœur et de l'âme s'en est allée, mais dont la maladie n'est pas incurable, et elle s'est mise en quête d'un système de médecine morale pour les guérir. Cette pathologie des sentiments et des idées des criminels, ce sont les systèmes pénitentiaires.

En lui-même, ce mouvement miséricordieux de l'opinion, cet espoir religieux de réhabiliter des coupables, cette pensée de

afin que le peuple ne vit pas par où le roi touche à la terre. Le culte surtout parlait aux initiés une langue diaphane, mystique, grave, imposante, étrange, solennelle. La cabale, dans un temps où le signe était d'un effet puissant sur les masses, sentit le besoin d'opposer un culte à celui de l'église. Elle le fit sombre, occulte, infernal, lui donna pour prêtre le sorcier, pour temple un antre ténébreux et fétide ; pour fête, le sabbat, pour vestales, des magiciennes nues et échevelées ; pour idole, une divinité alors inconnue, mystérieuse, voilée, mais qui depuis a levé son voile sur le monde : la liberté.

Le grimoire est le missel du culte cabalistique. C'est sous ces pages ornées de figures et d'emblèmes, sous ces mille couleurs qui flamboient à l'œil, sous ces vignettes encadrées de filets d'or, sous ces fioritures et ces culs-de-lampe, que s'est réfugiée toute l'opposition du temps. C'est là qu'il lisait à tout autre qu'à l'initié, elle défiait la censure ou le bûcher. Et puis, comme nous l'avons dit plus haut, la main des architectes, au moyen âge, suspendit plus d'un grimoire aux portails de nos églises et, aux murs de nos vieux castels. L'idée des adeptes avait mieux aimé se faire granit que parchemin. Nous rechercherons plus tard le sens hardi et excentrique caché sous ces pages de pierres ; mais bâtons-nous de dire que le peuple s'y fait toujours la plus belle part : dans ces apologues écrites au ciseau, il joue le rôle du lion. On voyait, en effet, au cimetière des Innocents, un lion étendu à terre et enroulé d'une banderolle avec ces mots : *Requiescens occubuit ut leo ; quis suscitabit eum ?* Mon fils est un lion ; il est couché ; qui le fera lever ? Pères, que vos cendres ressaillent de joie sous la pierre de vos tombeaux ; que vos ombres soient fières et jalouses ; votre fils a rugi : le lion s'est levé ; il a aiguisé ses ongles d'airain, et si vous voulez savoir ce qu'il a fait de son maître, il l'a dévoré. Demandez plutôt à la révolution de 95 !

C'est dans ce cercle d'idées et de faits que nous avons promis de circonscrire d'abord notre étude. Plus tard, nous demanderons à l'architecture et au blason le dernier mot du moyen âge.

Entrons donc, ô lecteur, par la porte basse des sciences occultes dans les royaumes sombres de la cabale. Nous détacherons une de ces lampes qu'on dit veiller mille ans sur le tombeau des adeptes, car le chemin est étroit et la nuit y est noire. Après avoir traversé des lieux semés de merveilles, nous rencontrerons un abîme qui s'enfonçait en spirale dans le vide et l'immobilité. Un escalier aux marches sans nombre descend, en tournant, autour du gouffre. Le regard humain qui se risque dans ses profondeurs muettes voit, çà et là, quelques flambeaux briller comme des étoiles et s'éteindre. Presque tous ceux qui se plongent dans les degrés ténébreux de la spirale se sentent pris de dégoût, écrivent leur nom sur un mur et meurent. — Cet abîme est le mystère de la science ; et depuis six mille ans que l'homme descend, descend toujours, il n'en a pas encore rencontré le fond.

ALPHONSE ESQUIROS.

(1) Telles sont en effet les trois devises de nos armes : — Les lys ne travaillent ni ne sentent ; — de toutes les fleurs je me suis choisi le lys ; — comme le lys entre les épines.



faire servir encore au bien de la société des indignes que leur égarement avait éloignés d'elle, nous semble un progrès réel, un agrandissement de l'ordre sur le désordre, une conquête de la civilisation intelligente et réfléchie sur le chaos aveugle et sur le pêle-mêle brutal de l'histoire. Même ce n'est pas un spectacle médiocrement curieux que de voir les idéologues, les philanthropes et les philosophes qui sont les auteurs des tentatives actuelles pour la réforme des prisons, et qui l'ont préparée et formulée dans leurs sociétés et dans leurs livres, ne faire que reprendre et mettre en œuvre les principes du christianisme, eux qui lui ont donné si souvent des dédaigneux coups de pied, et qui l'ont relégué dans le secret du sanctuaire, comme une doctrine étrangère aux intérêts de ce monde, incapable de résister à l'examen de la raison spéculative, et de rien fournir aux expédients de la raison pratique. Or, cette doctrine étrangère aux choses de ce monde avait organisé une législation civile complète, que les juristes de ce même monde n'ont pas dédaigné de copier textuellement, et dont la section criminelle avait, non pas proposé, mais réalisé les idées des philosophes sur l'abolition de la peine de mort, et sur la réforme et la réhabilitation sociale des coupables. Les tribunaux criminels ecclésiastiques n'ont pas fait tomber une tête pendant dix-huit cents ans d'exercice de leur juridiction, et les prisons des abbés, des chapitres et des évêques ont toujours été réglées et régies selon un système d'amélioration pénitentiaire d'une efficacité au moins égale à celle qu'on peut attendre des systèmes proposés maintenant.

Ce n'est pas certainement que nous ayons envie de reprocher aux philanthropes athées de ce siècle de copier les institutions du christianisme, dont leurs pareils du siècle dernier ont dit et écrit tant de mal, sans savoir le premier mot de leur histoire; nous leur reprocherions plutôt, s'il y avait de la logique à le faire; d'avoir commencé si tard à les copier; mais nous sommes bien aise de faire remarquer deux choses que les inventeurs de la morale selon la loi naturelle paraissent assez disposés à se dissimuler, et qui seraient dissimulées au profit de leurs systèmes: la première de ces deux choses, c'est le peu de nouveauté de toutes ces belles découvertes philanthropiques que nos académies couronnent avec un grand fracas de vertu, et qui défraient trois ou quatre sociétés morales et philosophiques, dont les membres parviennent avec force labours à inventer annuellement un ou deux versets de l'Evangile. Feu M. de Tracy avait passé toute sa vie d'idéologue et de moraliste, une vie fort longue et fort occupée, à trouver qu'il fallait abolir la peine de mort, et qu'une société pouvait exister sans têtes coupées; or, si M. de Tracy, qui croyait beaucoup plus en Condillac qu'en Jésus-Christ, s'était donné la peine d'ouvrir le droit canon, il y aurait trouvé le vieil axiome du droit criminel chrétien: *Ecclesia abhorret à sanguine*, et il aurait vu que l'Eglise avait constamment pratiqué la découverte qui a fait la moitié de sa gloire politique.

La seconde remarque à faire à l'égard des systèmes des philanthropes de ce siècle, dont la bonne intention ne saurait d'ailleurs être mise en doute, c'est qu'ils ne copient que la moitié des institutions du christianisme relativement à la moralisation des coupables, et que la partie qu'ils négligent, sans le savoir assurément, est encore beaucoup plus importante que celle qu'ils adoptent. C'est une belle chose, on ne peut pas en disconvenir, que de rendre l'honnêteté à un homme qui l'a perdue; mais ce serait une chose bien plus belle encore d'empêcher cet homme de devenir criminel. La santé est toujours préférable au plus habile médecin du monde, et c'est un admirable proverbe que celui qui dit qu'il vaut mieux tenir qu'espérer. Le christianisme s'occupait donc miséricordieusement des coupables, mais il s'occupait aussi, et avant tout, des hommes probes; il mettait un grand soin à laver et à purifier le crime, mais il en mettait un plus grand encore à le prévenir.

Le moyen que le christianisme employait à prévenir les crimes, et qui formait une espèce d'hygiène morale avec laquelle s'entretenait la santé du cœur et de l'âme, c'était la création et l'organisation du travail; c'est là un moyen qui sera éternellement bon et éternellement juste. Le travail est le contrepoison du crime. Quiconque travaille a un revenu; et, à part quelques natures morales qui paraissent se produire toutes difformes, comme il y a des hommes qui naissent aveugles et bossus, quiconque a un revenu suffisant ne se porte pas au crime. C'est l'indigence, ce sont ses douleurs, ses envies, ou haines, ses mauvais conseils, qui font les criminels. Le christianisme créait donc et organisait le travail. Il va sans dire qu'il le créait et qu'il l'organisait par rapport à la société au milieu de laquelle se trouvaient les travailleurs. Du cinquième au douzième siècle, en France par exemple, le christianisme ne confiait pas un certain capital à un individu pour qu'il le fit fructifier par son industrie, parce que, dans le manque absolu de gouvernement général et d'ordre public, les individus ne pouvaient être sûrs ni de leur travail, ni de leur vie; mais il appelait à lui tous les travailleurs, il prenait leur capital s'ils en avaient; il leur en donnait s'ils n'en avaient pas, et il les fondait dans les grandes associations monastiques, immense laboratoire où chacun faisait son œuvre, les défricheurs de terre et les défricheurs d'idées. Le travail ainsi organisé pour tous, la plupart des crimes se trouvaient prévenus; et s'il y avait encore de ces natures contrefaites et monstrueuses dont nous parlions, le christianisme les prenait à part, et il les redressait par la prière et par le repentir, jusqu'à ce qu'il les eût ramenées à la ligne droite des préceptes évangéliques.

C'était là, selon nous, une grande et divine manière de comprendre l'homme: l'aider à marcher d'abord, et le relever ensuite. Que de gens qui ne seraient jamais tombés si quelque main les avait soutenus! Au moins, quand le christianisme s'adressait à un coupable, il avait vis-à-vis de lui la contenance de quelqu'un qui a le droit de se plaindre, et qui est d'autant plus généreux lorsqu'il daigne pardonner. Il avait donné au coupable de quoi satisfaire la faim de son corps et la faim de son âme; il l'avait défendu contre ses ennemis; il l'avait protégé contre les saisons; il lui avait assuré tout ce qu'il faut à chacun dans sa condition pour vivre satisfait et pour mourir tranquille; et en retour de cet immense bienfait qui avait marché à côté de toute son existence, il ne lui avait demandé que le travail, le travail, qui est la condition de tout et de tous ici-bas; le travail, que Dieu a également imposé à l'homme et à la chose, et que nulle créature, excepté l'homme, n'a jamais osé refuser à Dieu, depuis la fourmi qui marche sur l'arête de son brin d'herbe, jusqu'à la planète qui marche sur la ligne de son orbite. Le christianisme pouvait donc regarder les coupables en face et leur ordonner de frapper leur poitrine, parce qu'il avait eu soin de les placer dans une condition où ils avaient la faculté d'être hommes de bien, et qu'ils étaient sortis de cette condition par leur faute; mais nous, société philosophique et philanthropique, qu'avons-nous fait pour faciliter les vertus à la plupart de ceux à qui nous reprochons leurs crimes?

Il y a bien peu de criminels, parmi ceux que nous jugeons,

qui ne pussent nous juger à leur tour, et même nous condamner au nom de nos propres principes. « Votre société, pourraient-ils nous dire, est injuste et barbare vis-à-vis de nous. Elle se plaint de nos mauvais penchants, et elle ne fait rien pour nous en donner de bons. Elle n'a pour nous ni écoles, ni chantiers; ni écoles pour féconder nos idées, ni chantiers pour féconder nos bras. Elle nous fait ramasser comme des animaux dans les rues si nous ne travaillons pas, et elle n'organise nulle part un travail permanent auquel nous puissions demander une tâche. Elle nous demande donc des vertus impossibles, puisqu'elle nous laisse sans les moyens de les acquérir. Quelquefois, quand l'hiver est visiblement trop rigoureux, quand le pauvre n'a évidemment ni pain ni chemise, le gouvernement nous crée quelque ouvrage; mais l'ouvrage cesse avec l'hiver, et la faim est de toutes les saisons. Quelquefois encore de généreuses aumônes nous arrivent; mais tout cela est accidentel et insuffisant. Nous restons avec des besoins permanents et avec des secours passagers; et nous succombons, beaucoup par notre faute peut-être, mais aussi un peu par la vôtre. Punissez-nous donc, mais après nous avoir aidés; plus vous nous aidez, moins vous aurez à nous punir. » La société actuelle n'a donc pas, vis-à-vis des coupables, la position morale qu'avait prise le christianisme. Elle fait moins pour eux et, chose singulière, elle fait plus contre eux; elle leur est, à la fois, un père plus négligent et un juge plus sévère; elle facilite moins leurs bonnes actions, et elle punit plus terriblement leurs mauvaises; elle leur impose plus de devoirs et elle leur accorde moins de droits.

Ainsi, à tant faire, les philanthropes auraient dû copier les institutions chrétiennes tout entières, non seulement la partie qui moralise les coupables, mais encore celle qui prévient et qui empêche la culpabilité; non seulement celle qui organise le châtiement, mais encore celle qui organise le travail; non seulement celle qui change le criminel en honnête homme, mais encore celle qui aide l'honnête homme à ne point devenir criminel. Le christianisme et les philanthropes ayant également à mettre une rivière à sec, les philanthropes se sont mis à l'épuiser avec des seaux, et le christianisme avait eu soin de boucher la source. Le christianisme avait réussi, les philanthropes réussiraient-ils?

Il ne faudrait pas croire néanmoins que nous ayons l'idée de parler de la réforme des prisons comme d'une chose inutile; nous en parlons seulement comme d'une chose incomplète. La prison qui s'empli de criminels ôtés à la société est le sceau qui se ploie dans la rivière: nous doutons que ce sceau parvienne à l'épuiser. Il y a d'ailleurs, à l'heure qu'il est, un engouement aveugle et exagéré pour les systèmes pénitentiaires qui est près de compromettre et de gâter la réforme, qui la rendra ridicule aujourd'hui, inutile demain.

Le goût, on peut même dire la passion des geôles, des verrous et des porte-clés, commence à gagner au-delà de tout ce qu'on pourrait croire, et à ne regarder la chose que du côté des satisfactions matérielles, qui est celui par lequel les individus grossiers l'envisagent; il y a même en ce moment, dans de certaines positions, beaucoup plus de profit à être voleur qu'à être homme de bien. Plus de dix millions de paysans et d'ouvriers, en France, voudraient être logés, vêtus et nourris comme le sont les assassins et les faussaires. Déjà nous voyons de pauvres gens honnêtes commettre en pleurant le délit qui doit les mener en prison. Le crime les déshonore, mais il les nourrit. Sous la restauration, il y avait déjà des sociétés philosophiques et philanthropiques tout-à-fait dévouées aux prisons, et qui allaient de geôle en geôle recueillir les griefs des condamnés; maintenant, nous avons mieux encore, nous avons des inspecteurs qui parcourent le royaume, goûtant la soupe des détenus, examinant si leur vêtement est en bon état et si leur logement est commode.

Ce qu'il y a de singulier et d'étrange dans cette manie de ce temps-ci, c'est que des gens graves comme MM. de Beaumont et de Tocqueville, qui ont pris la peine d'aller aux Etats-Unis et de faire un livre, et qui ont eu par conséquent le temps de réfléchir, vous disent en s'apitoyant et d'une naïveté touchante, qu'avec très peu de frais, avec presque rien, avec 593 fr., par exemple, on peut construire une cellule pour héberger et pour améliorer un voleur. Or, comment se fait-il que personne ne se soit avisé de répondre à MM. de Beaumont et de Tocqueville qu'avec un capital de 593 fr., bien appliqué et bien conduit, il y aurait facilement de quoi sauver quatre hommes de la nécessité de se faire voleurs; que si l'on mettait à organiser le travail des honnêtes ouvriers la moitié du soin et de l'argent que l'on met à organiser le service des geôles, il y aurait quinze criminels de moins sur vingt; que si l'on envoyait inspecter la soupe de quinze millions de pauvres paysans qui n'en ont pas, il y aurait dans les populations moins de découragement, moins de misère, moins de désespoir, moins de candidats de cours d'assises; que si au lieu d'une société des prisons pour faire rendre raison aux détenus, il y en avait une pour soulager les mères qui vendent leurs filles, pour secourir les pères qui reçoivent, les yeux fermés, les premiers volets de leurs fils, la moitié des prisons seraient à louer dans dix ans, et la moitié des maisons de débauche fermées; que si, au lieu de bâtir en belle pierre de Tours des prisons pour loger royalement des misérables, au lieu de s'inquiéter outre mesure, comme on fait, de les tenir chaudement en hiver, fraîchement en été, commodément toujours, au lieu d'entretenir ce luxe ridicule d'inspecteurs qui n'inspectent rien, on employait les sommes immenses que ces dépenses annuelles représentent à élever gratuitement et régulièrement et d'autorité les enfants du peuple, à préparer les jeunes gens à une carrière laborieuse, à organiser les professions industrielles en corporations ayant un intérêt commun, un budget, un gouvernement, une police, un avenir; à régulariser ainsi le travail, à créer une bonne administration des salaires, à établir des caisses d'épargne forcées, avec de modiques retenues, de manière à assurer une retraite proportionnelle à chaque ouvrier, la question de la réforme pénitentiaire serait bien mieux et bien plus radicalement traitée, parce qu'elle n'existerait plus.

En vérité, il faut une distraction bien grande et un aveuglement bien inouï pour ne pas s'apercevoir que la réforme des prisons est une œuvre à peu près complètement stérile et dont il ne faudra jamais attendre des résultats décisifs; car enfin les meilleurs systèmes pénitentiaires du monde ne parviendront jamais, s'ils y parviennent, qu'à réformer des hommes déjà criminels; or, ce n'est pas là empêcher les criminels à venir. Les systèmes pénitentiaires n'agissent que dans la prison, où les crimes s'expient, tandis qu'il faut agir dans la société, où les crimes se commettent; les systèmes pénitentiaires ne s'occupent à détruire que les effets du vice, tandis qu'il faut s'occuper à détruire ses causes. Tant que les causes du crime resteront les mêmes, c'est-à-dire, tant qu'il n'y aura ni organisation du travail, ni organisation de l'éducation, il y aura chaque année, à de légères varia-

tions près, la même moisson de coupables, la même pâture aux geôliers, la même curée aux bourreaux.

Vous croyez que vous rendez un grand service à la société, ne pouvant pas la débarrasser des nouveaux criminels qui surgissent chaque jour au milieu d'elle, d'empêcher au moins que les criminels anciens n'y retournent avec leur charge et leur cortège de vices d'autrefois. Sans doute ce serait là un service assez grand, quoique moins grand que vous ne pensez; mais il n'est pas en votre pouvoir d'opérer ce beau miracle. Dès que vos criminels, bien lavés de leurs souillures et bien remplis de vertus abstraites apprises entre quatre murs, quand il ne leur était ni loisible ni profitable de n'avoir pas une conduite régulière, sont rendus à la société, est-ce qu'ils ne retombent pas sous l'empire de toutes les causes qui ont déterminé leurs premiers crimes? est-ce que, durant le temps qu'ils ont passé en prison, les facilités de vivre et de se suffire se sont multipliées? est-ce qu'il y a plus de travail, plus de salaire, moins de tentations, moins de chutes? Ils sont aujourd'hui, dites-vous, meilleurs qu'ils n'étaient; sans doute, mais ils étaient également fort honnêtes avant de devenir scélérats, et tenez pour sûr qu'une vertu restaurée ne résistera pas plus long-temps qu'une vertu native. Les criminels qu'on améliore dans les prisons pour les rendre à la société sont comme des malades que vous enlèveriez d'une ville malsaine, et que vous y rapporteriez après les avoir guéris. La rechute, dans l'un et dans l'autre cas, est inévitable. Il y a, comme nous disions, des causes qui déterminent les crimes; détruisez ces causes; tant qu'elles seront debout vous n'aurez rien fait.

Ainsi, les philanthropes de ce temps-ci prennent la grande question de la société par la queue. Ils mettent au premier rang ce qui n'est qu'au dernier, et ils s'occupent de réformer les hommes avant de songer à prévenir leur corruption. Pour eux, le désordre est plus digne d'intérêt que l'ordre, et la prison passe avant l'atelier. Ce sont des gens qui vous laissent bien philosophiquement vous rompre les membres pour avoir le plaisir de vous les rajuster. Ils refuseront six francs à une entreprise industrielle pour vous faire travailler et pour vous faire vivre, et ils donneront 593 francs à un maçon pour bâtir une cellule où vous expiez le crime de la faim. Voilà les philanthropes.

Avec cela, l'opinion vous soutient, la popularité vous recommande, les académies vous couronnent. Folle nation que nous sommes, il nous faut toujours un passe-temps et un jouet! Pendant la restauration, nous avons eu les Grecs; les souscriptions qui se sont faites pour les Grecs auraient donné du travail à plus de mille villages de France où il n'y avait pas de pain. Depuis la révolution de 1830, nous avons eu les Polonais; nous nous sommes passionnés pour la Lithuanie, et nous n'avons songé ni à la Bretagne, ni à l'Anvergne, ni aux Landes, qui sont des pays bien plus à plaindre, et qui nous touchent de bien plus près. Après les Polonais, nous avons eu les esclaves; maintenant nous avons les voleurs. Quand donc aurons-nous les ouvriers et les pauvres? En vérité, il nous semble qu'il en serait temps.

Ce qu'il y a de triste, c'est que les hommes d'état n'aient pas assez de courage pour résister aux entraînements de l'opinion. Toute la presse encourageait ces jours derniers M. de Montalivet à bâtir des prisons, et il est bien à craindre qu'il accepte la popularité qui lui est offerte. Nous autres, nous ne croyons pas que l'avenir de la société appartienne aux porte-clés. Si M. de Montalivet nous permettait de lui conseiller quelque chose, ce serait de bâtir des ateliers: ce serait meilleur et plus tôt fait. Un atelier lui épargnerait dix prisons.

A. GRANIER DE CASSAGNAC.

#### BOURSE DU 5 AOUT.

Les fonds ont été beaucoup plus fermes aujourd'hui; il n'y a pas eu néanmoins de variations, et il y a eu peu d'activité dans les affaires.

Les fonds d'Espagne se sont bien améliorés, et ils étaient tous demandés à la cote.

AU COMPTANT, le 5<sup>e</sup> 1/2, a haussé de 10 c., et le 3 a haussé de 20 c. — Les obligations de la ville ont haussé de 3 fr., et les actions de la banque de 10 fr.

La dette active d'Espagne a haussé de 5/4 1/2; la passive de 5/8; les anciens différends de 1/2. — La rente de Naples a haussé de 15 c., le 5<sup>e</sup> 1/2, portugais de 1/4, l'emprunt romain de 1/8 et l'emprunt du Piémont de 1 fr. 25 c. La prime sur les actions de la banque de Bruxelles a baissé de 1/2; l'emprunt d'Haïti n'a pas varié.

FIN DU MOIS, le 3<sup>e</sup> 1/2, a haussé de 5 c., et le 5<sup>e</sup> 1/2 n'a pas varié. — Le 5<sup>e</sup> 1/2 portugais a haussé de 1 1/8.

Après la bourse, à 4 h. 1/2, 80 fr. 35 c. demandé; 57 c. 1/2 offert.

#### AU COMPTANT. — FONDS FRANÇAIS.

CINQ 0/0, jouiss. du 22 mars 1856, 109 109 03 10 03 109 109 05.

QUATRE 1/2 0/0, jouiss. du 22 mars, 101 90.

QUATRE 0/0, jouiss. du 22 mars, 101 90.

TROIS 0/0, jouiss. du 22 juin, 80 45 40.

BONS DU TRÉSOR à échéances.

ACTIONS DE BANQUE, 1285.

RENTES DE LA VILLE DE PARIS, 5 0/0.

OBLIGATIONS DE LA VILLE DE PARIS, 1210 1212 50.

QUATRE CANAUX, avec prime, 1230.

CAISSE HYPOTHÉCAIRE, jouiss. de j. 1000, 765.

OBLIGATIONS de 500 fr. 4 0/0.

#### FONDS ÉTRANGERS.

RENTES DE NAPLES, jouiss. du 1 juillet, 100 50.

ÉTAT ROMAIN, oblig. 1851, 5 p. 0/0, jouiss. du 1 juin, 103 1/8 1/4.

ESPAGNE, dette active, 5 0/0, jouiss. de mai 1856, 55 1/4 35 35 1/4 36 1/8.

différée sans intérêt, 12 1/2 3/8 1/2 5/8 3/4.

passive id. 10 1/2 5/8 5/8 5/4 7/8 11 40 7/8.

EMPRUNT BELGE de 1854.

EMPRUNT PORTUGAIS, oblig. 1853, 5 0/0, jouiss. de juin, 5 0/0 1853, 47 47 1/4 3/8 1/4.

EMPRUNT D'HAÏTI, jouiss. de juillet 1853, 590.

EMPRUNT DU PIÉMONT, 1111 25.

FONDS ANGLAIS. — Londres, 1<sup>er</sup> août. — Cité, 4 heures.

CONSOLIDÉS pour compte, ouvert à 90 7/8 91.

— p. compte, fermé à 91.

FONDS ESPAGNOLS, actif, 58.

FONDS ESPAGNOLS, passif, 11 1/4.

— différée, 15 1/4.

PORTUGAIS NOUVEAUX, 77.

— 5 p. 0/0, 47 1/2.

#### SPECTACLES DU 4 AOUT.

7 h<sup>1/2</sup> OPÉRA. — FRANÇAIS. — Gabrielle de Vergy. Conteur.

6 OPÉRA-COMIQUE. — Zampa.

6 GYMNASSE. — Mistria Siddons ou une Actrice anglaise.

6 VAUDEVILLE. — Casanova. Jean. Catherine.

6 VARIÉTÉS. — Balthazar. La Comédien. Ma Femme. Mariana.

6 1/2 PALAIS-ROYAL. — Georgine. Timbalier. Aumôlier. Tirelire.

6 1/2 FORTE-SAINTE-MARTIN. — Lavalbalière.

6 1/2 GAITÉ. — Pilote Le Spectre et l'Orpheline.

6 1/2 FORTE-SAINT-ANTOINE. — La Laitière. Jacques. Les Enfants. Le Fils du brave. Intermède musical.

Le Rédacteur en chef, gérant responsable, ÉMILE DE GIRARDIN.

Imprimerie de BETHUNE et FLON, rue de Vaugirard, n. 36.